

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE**

**N°220**

**PERIODE DU 1<sup>ER</sup> AU 31 DECEMBRE 2020**

**CONSULTATION SUR PLACE :**

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

**ARRÊTÉS**

<b>Demande déposée le 27/07/2020</b>	
Par :	COSBAT
Demeurant à :	ROUTE DE CAYRAS 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur HERAIL Patrice
Pour :	Aménager un établissement à l'enseigne « COSBAT »
Sur un terrain sis :	9002 ROUTE DE QUINT AI 2

**N° AT 031 506 20 00011**

Catégorie : 5ème

Type : M

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,  
**Vu** le code de la construction et de l'habitation,  
**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,  
**Vu** l'absence d'observations de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/11/2020,  
**Vu** la notice d'information destinée aux exploitants des Etablissements Recevant du Public de 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux de sommeil en date du 24/07/2020,

**ARRETE S/N° 2020-460****ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

**ARTICLE 2**

Les éventuelles prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge IOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/11/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES/OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

<b>Demande déposée le 18/07/2020</b>		<b>N° AT 031 506 20 00012</b>
<b>Par :</b>	<b>TRIALISSIMMO (CHAUSSON)</b>	<b>Catégorie : 5ème</b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>60 RUE DE FENOUILLET 31142 SAINT-ALBAN</b>	<b>Type : M</b>
<b>Représenté par :</b>		
<b>Pour :</b>	<b>Aménager un établissement à l'enseigne « CHAUSSON »</b>	
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>3 RUE DE LA RIVIERE BZ 147, BZ 150, BZ 4</b>	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** l'absence d'observations de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/11/2020,

**Vu** la notice d'information destinée aux exploitants des Etablissements Recevant du Public de 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux de sommeil en date du 02/09/2020,

**ARRETE S/N° 2020-461**

**ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

**ARTICLE 2**

Les éventuelles prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP.



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 26/11/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :  
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE**: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des



## ARRETE D'AUTORISATION DE TRAVAUX

DELIVRE PAR LE MAIRE

AU NOM DE L'ETAT

<b>Demande déposée le 31/07/2020</b>		<b>N° AT 031 506 20 00018</b>
Par :	Madame ROUSSET Véronique	Catégorie : 5ème
Demeurant à :	67 AVENUE DES ILES 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	Type : W
Représenté par :		
Pour :	Aménager un établissement d'Expertise comptable	
Sur un terrain sis :	45 AVENUE DE TOULOUSE BX 212	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** l'absence d'observations de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/11/2020,

**Vu** la notice d'information destinée aux exploitants des Etablissements Recevant du Public de 5<sup>ème</sup> catégorie sans locaux de sommeil en date du 29/07/2020,

**ARRETE S/N° 2020-462**

### ARTICLE 1

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

### ARTICLE 2

Les éventuelles prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut-rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** le Code du travail et notamment ses articles L. 3132-26 à L. 3132-27-2 et R 3132-21,  
**Vu** l'accord de bonne conduite pour 2021 signé par certaines organisations syndicales et patronales représentatives sous l'égide du Conseil Départemental du Commerce,  
**Vu** la délibération de Toulouse Métropole en date du 15 octobre 2020,  
**Vu** la délibération du Conseil Municipal n° 04-116-2020 en date du 15 décembre 2020, portant avis favorable à la proposition d'autoriser des dérogations au repos dominical pour l'année 2021 dans les dispositions du consensus départemental,

**Considérant** les modifications introduites aux dérogations accordées par le Maire au repos dominical par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi MACRON,

**Considérant** qu'il convient d'harmoniser l'ouverture de tous les commerces de détail d'une même branche professionnelle afin d'éviter une concurrence déloyale de nature à compromettre le fonctionnement normal des établissements de commerce,

#### ARRETE S/N° 2020-519

##### **ARTICLE 1**

Les commerces de détail, hors biens culturels, d'ameublement, de jardinage et de bricolage, employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville sont autorisés à faire travailler leur personnel les dimanches suivants :

***Le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'hiver (probablement le 10 janvier), le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (probablement le 27 juin), le 28 novembre (« Black Friday »), les 5, 12, 19 et 26 décembre 2021***

Les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m<sup>2</sup>, employant des salariés sur la commune de Saint-Orens de Gameville, sont autorisés à faire travailler leur personnel 7 dimanches parmi les 10 dimanches suivants :

***1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'hiver (probablement le 10 janvier), le 7 février, le 21 mars, le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (probablement le 27 juin), le 8 août, le 28 novembre (« Black Friday »), les 5, 12, 19 et 26 décembre 2021***

L'article L 3132-26 du code du travail prévoit que pour les commerces de détail alimentaires de plus de 400 m<sup>2</sup> que lorsque les jours fériés légaux sont travaillés (sauf le 1<sup>er</sup> mai) ils sont déduits par l'établissement des dimanches autorisés par le Maire dans la limite de 3 par an.

##### **ARTICLE 2**

Les commerces de détail sont autorisés à faire travailler leur personnel les dimanches identifiés à l'article 1<sup>er</sup> qu'aux strictes conditions de :

- Ne faire appel qu'au volontariat. Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche. Une entreprise ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement.

- De respecter les amplitudes horaires suivantes : 9h à 20h ou 10h d'amplitude maximum sans ouvrir au-delà de 20h. L'amplitude d'ouverture posée à l'article 2 ne saurait faire échec aux règles applicables spécifiquement à chaque établissement, suivant accord de branche ou convention collective propre à chaque entreprise, en matière de durée et d'amplitude journalière de travail de leurs salariés.

### **ARTICLE 3**

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Ce repos compensateur devra être obligatoirement donné au salarié concerné, à sa demande, soit dans la semaine suivant l'ouverture, soit avant le 15 février 2022 pour l'année 2021.

Pour cela, l'employeur devra afficher dans son établissement, suivant l'accord de branche ou la convention collective propre à chaque entreprise, les modalités de prise du repos compensateur, en communiquer le double aux services de la DIRECCTE, UT de la Haute-Garonne, qui en contrôleront le respect. Ce repos compensateur constituera donc un droit à congé rémunéré (application de l'article L.3132-27 du Code du travail).

### **ARTICLE 4**

Lorsque le repos dominical a été supprimé le jour d'un scrutin national ou local, l'employeur prend toute mesure nécessaire pour permettre aux salariés d'exercer personnellement leur droit de vote.

### **ARTICLE 5**


Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Orens de Gameville et Monsieur le Directeur régional de la DIRECCTE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera affiché, publié au recueil des actes administratifs de la commune et une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne
- Monsieur Le Directeur de la DIRECCTE
- Monsieur le Commandant du groupement de Gendarmerie de Saint-Orens
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Orens
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-Orens.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 21 DEC. 2020

En publication, affichage ou notification le : 21 DEC. 2020



Demande déposée le 10/11/2020	
Par :	S.A.S RAMOS REALISATIONS
Demeurant à :	21 AVENUE DE LA MARQUEILLE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Madame RAMOS Françoise
Pour :	Création de 2 lots à bâtir Le Clos Marqueille
Sur un terrain sis :	21 avenue de la Marqueille BX 79p

N° PA 031 506 19 00004
------------------------

Nombre maximum de lots : 2

Surface de plancher maximale  
autorisée : 499m<sup>2</sup>

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1, R.111-2, R.111-4, R.111-15, R.111-21, R.111-30 et suivants, R.421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

Vu le permis d'aménager PA 031 506 19 00004 délivré le 17/12/2019 à la SAS Ramos Réalisations pour la création de 2 lots à bâtir,

Vu la demande présentée le 10/11/2020 par la SAS Ramos Réalisations, représentée par Madame RAMOS Françoise, de procéder à la vente des lots avant l'exécution des travaux prescrits dans le permis d'aménager susvisé,

Considérant l'article R442-13 b) du code de l'urbanisme qui dispose : « Le permis d'aménager ou un arrêté ultérieur pris par l'autorité compétente pour délivrer le permis autorise sur sa demande le lotisseur à procéder à la vente ou à la location des lots avant l'exécution de tout ou partie des travaux prescrits, dans l'une ou l'autre des hypothèses suivantes (...) Le lotisseur justifie d'une garantie d'achèvement des travaux établie conformément à l'article R 442-14.

Dans ce cas, l'arrêté fixe la date à laquelle l'organisme garant prévu à l'article R. 442-14 devra mettre les sommes nécessaires au financement des travaux à la disposition de l'une des personnes visées à l'article R 442-15 ».

Considérant l'attestation de garantie d'achèvement des travaux établie en date du 06/11/2020 par la BNP PARIBAS représentée par Monsieur Damien PALOQUE agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes d'une procuration sous signatures privées en date du 19/09/2019,

Considérant que la caution délivrée par la banque BNP PARIBAS prendra effet au jour de la délivrance de l'arrêté autorisant la vente des lots par anticipation et prendra fin le jour de la signature de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux selon les modalités définies aux articles L462-1 et R 462-1,

Considérant que la demande consiste à procéder à la vente par anticipation des lots,

**ARRETE S/N°2020-526**

**ARTICLE 1**

La SAS Ramos Réalisations représentée par Madame RAMOS Françoise est autorisée à procéder à la vente par anticipation des lots compris dans le lotissement susvisé avant d'avoir exécuté la totalité des travaux prescrits par le permis d'aménager.

**ARTICLE 2**

La totalité des travaux du lotissement seront réalisés au plus tard le 31/12/2023.

**ARTICLE 3**

Les permis de construire des bâtiments à édifier sur les lots pourront être délivrés dès la production, par le lotisseur, d'un certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot concerné par la demande de permis de construire.

**ARTICLE 4**

La garantie d'achèvement prendra fin à compter du délai fixé par l'article R462-6 du code de l'urbanisme dont dispose l'autorité compétente pour contester la conformité des travaux du permis.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté n'apporte aucun changement à la période de validité du permis d'aménager d'origine, dont les prescriptions et autres obligations sont maintenues.

Serge JOP



**Adjoint au Maire**  
**Urbanisme et Aménagement urbain,**  
**Sécurité, Communication, Protocole,**  
**Défense et Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le 04/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

---

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

**Vu** la délibération n° 01-19-2020 du 27 mai 2020 portant élection du Maire,

**Vu** la délibération n°03-21-2020 du 27 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire,

**Vu** l'arrêté n° 2020-164 du 29 mai 2020 portant délégation de fonction et signature à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire,

**Considérant** que Madame le Maire, pour une bonne organisation de la gestion de la commune, décide de déléguer une partie de ses fonctions et de sa signature,

**Considérant** qu'il convient de modifier les délégations de fonction et signature accordées à Monsieur Serge JOP,

**ARRETE S/N° A 2020-529**

**ARTICLE 1**

L'arrêté n°2020-164 du 29 mai 2020 portant délégations de fonction et signature accordées à Monsieur Serge JOP est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**ARTICLE 2**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, délégation de fonction et de signature est donnée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte et correspondance dans les domaines :

**1. De l'urbanisme et de l'aménagement urbain**

**a. Planification urbaine :**

- Plan Local d'Urbanisme en relation avec les instances de la Métropole,
- Schéma de Cohérence Territoriale en relation avec les instances de la Métropole,

**b. Urbanisme réglementaire :**

- Signature des certificats d'urbanisme (opérationnels et d'information), permis de construire, permis de démolir, permis d'aménager, déclarations préalables et autres autorisations de construire,
- Taxes d'urbanisme,
- Gestion réglementaire des chantiers (ouverture, suivi, achèvement des travaux, certificat de conformité, ...),

**c. Police de l'urbanisme :**

- Gestion des infractions aux autorisations d'urbanisme et notamment signature des courriers de mise en demeure de régularisation et de transmission au Procureur de la République,

**d. Urbanisme opérationnel :**

- Procédures d'acquisition et de vente foncières, servitude publique d'utilité publique et de convention de servitude de passage, suivi des opérations d'aménagement, signature des plans d'alignement et des actes de procédure liés à leur élaboration (arrêté de désignation du commissaire enquêteur et de précision de l'objet de l'enquête publique), signature des procès-verbaux de bornage et de reconnaissance de propriété,
- Programmation et coordination des opérations d'aménagement urbain

## **2. Du logement**

- a. Etude et suivi des opérations liées au Plan Local de l'Habitat
- b. Patrimoine :
  - Actes notariés et administratifs d'acquisition, de vente et d'échange d'immeubles
  - Signature des titres d'occupation du domaine public des dépendances du domaine public immobilier artificiel de la commune, à l'exception des permis de stationnement et des titres d'occupation relatifs aux jardins familiaux partagés, au marché et aux commerçants ambulants,
- c. Police des établissements recevant du public :
  - Signature notamment des autorisations de travaux, des arrêtés d'ouverture et de fermeture au public, des arrêtés d'ouverture exceptionnelle et de mise en demeure,

## **3. De la communication**

- a. Elaboration et mise en œuvre de l'action municipale (publications et campagnes d'information, relation presse, bulletin municipal et site internet de la ville, signalétiques afférentes)
- b. Fonction de directeur de la publication de l'ensemble des publications communales

## **4. Du protocole, de la défense et des anciens combattants**

- a. Relations avec la défense nationale
- b. Relations avec les ordres nationaux
- c. Relations avec les anciens combattants et les associations patriotiques
- d. Organisation des cérémonies et réceptions officielles

## **5. Associatif**

- a. Instruction des demandes de subvention des associations relevant du périmètre de la délégation accordée

## **ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 DEC. 2020

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

**Vu** la délibération n°01-19-2020 du 27 mai 2020 portant élection du Maire,

**Vu** la délibération n°03-21-2020 du 27 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire,

**Vu** l'arrêté n°2020-165 du 29 mai 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Colette CROUZEILLES, adjointe au Maire,

**Considérant** que Madame le Maire, pour une bonne organisation de la gestion de la commune, décide de déléguer une partie de ses fonctions et de sa signature,

**Considérant** qu'il convient de modifier les délégations de fonction et signature accordées à Madame Colette CROUZEILLES,

## **ARRETE S/N° A 2020-530**

### **ARTICLE 1**

L'arrêté n°2020-165 du 29 mai 2020 portant délégations de fonction et signature accordées à Madame Colette CROUZEILLES est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### **ARTICLE 2**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, délégation de fonction et de signature est donnée à Madame Colette CROUZEILLES, adjointe au Maire, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte et correspondance dans les domaines :

#### **1. De la sécurité et de la prévention**

##### **a. Police municipale à l'exclusion de la gestion du personnel :**

A ce titre, Madame CROUZEILLES peut signer les arrêtés de police réglementaires ou individuels pris tant sur le fondement des pouvoirs de police administrative générale du Maire (maintien de l'ordre public : sécurité, salubrité et tranquillité publiques) que sur le fondement de pouvoirs de police administrative spéciale relatifs aux autorisations d'ouverture de débits de boissons (temporaires ou permanentes) et aux permis de détention de chiens dangereux ou mordeurs.

##### **b. Vidéoprotection**

##### **c. Protection rurale et de l'environnement (pêche, chasse, animaux sauvages, récoltes...)**

#### **2. Du développement et de l'aménagement des zones commerciales et économiques**

##### **a. Coordination avec les acteurs que sont la Métropole et les porteurs de projets**

##### **b. Lien avec les gestionnaires des zones commerciales et économiques**

##### **c. Contribution à l'élaboration (volet développement économique) des documents de planification urbaine**

#### **3. Des relations avec les artisans, commerçants et entreprises**

##### **a. Développement et suivi de l'activité économique locale en relation avec les acteurs économiques et les instances communautaires, départementales, régionales et consulaires**

##### **b. Relation avec les associations de commerçants**



4. De l'emploi

- a. Coordination, mise en œuvre et suivi de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des adultes (PLIE, accompagnement des différents publics et conseils divers)
- b. Pilotage du forum de l'emploi

5. Associatif

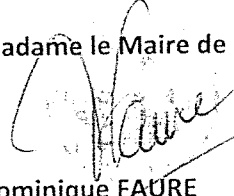
- a. Instruction des demandes de subvention des associations relevant du périmètre de la délégation accordée

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 DEC. 2020

En publication, affichage ou notification le :

<b>Demande déposée le 19/10/20</b>	
Par :	Monsieur GOMTHIER Olivier et Madame LAUSIN Clémence
Demeurant à :	44 RUE DE PUYMAURIN APPT 7 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	
Pour :	MAISON INDIVIDUELLE
Sur un terrain sis :	26 AV DE LA MARQUEILLE Lot 2 Parcelle(s) : 506 BX 28p

<b>N° PC 031 506 20 C0033</b>
-------------------------------

Surface de plancher créée : 110,62 m<sup>2</sup>Destination :  
- Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire susvisée pour la construction d'une maison individuelle,  
**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,  
**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,  
**Vu** la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,  
**Vu** le permis d'aménager PA 031506190002 délivré le 12/07/2019 pour 3 lots à bâtir,  
**Vu** le règlement du lotissement,  
**Vu** la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des travaux du permis d'aménager PA031506190002 en date du 15/10/2020 reçue le 29/10/2020,  
**Vu** l'avis du service eau de Toulouse Métropole en date du 06/11/2020, ci-joint,  
**Vu** les pièces complémentaires en date du 03/11/2020,


**ARRETE S/N°2020-531****ARTICLE 1**

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

## ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge OP  
  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du 23/10/2020.

### Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 06/10/20, complétée le 30/10/20	
Par :	Monsieur ALMEIDA Mickael et Madame FRISOU Anne
Demeurant à :	33 RUE DES SAULES 31400 TOULOUSE
Représenté par :	
Pour :	MAISON INDIVIDUELLE
Sur un terrain sis :	26 AV DE LA MARQUEILLE LOT 3 Parcelle(s) : 506 BX 28p

N° PC 031 506 20 C0029
------------------------

Surface de plancher créée : 169,75 m²

Nb de logements : 1

Destination :  
- Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire susvisée en vue de construire une maison individuelle,  
**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,  
**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,  
**Vu** la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013  
**Vu** le permis d'aménager PA 031506190002 délivré le 12/07/2019 pour 3 lots à bâtir,  
**Vu** le règlement du lotissement,  
**Vu** la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des travaux du permis d'aménager PA031506190002 en date du 15/10/2020 reçue le 29/10/2020,  
**Vu** l'avis du service eau de Toulouse Métropole en date du 20/10/2020, ci-joint,

**ARRETE S/N°2020-532**

## ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

## ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP  
Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et

Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du 23/10/2020.

### Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 10/12/2020 du pétitionnaire Société TRV SERVICES, sis 3 rue Joseph Rivière, 92400 Courbevoie, concernant le stationnement d'un camion de déménagement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-533**

**ARTICLE 1**

Le stationnement d'un camion de déménagement est autorisé sur les 3 places de parking situées devant le groupe scolaire en bout de bâtiment rue Pablo Neruda.

**ARTICLE 2**

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **05 Décembre 2020**.

**ARTICLE 5**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 02/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG09487,  
**Vu** la demande en date du 23/10/2020 du pétitionnaire ENEDIS MOAR, sis 34 Boulevard du Général Decrouette 31100 TOULOUSE, représenté par Monsieur Francis JEUNEHOMME, concernant des travaux sur le réseau électrique ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise DEBELEC, sise Rue Jouffroy d'Abbans 11000 CARCASSONNE, chargée de leur réalisation, représentée par Madame Patricia LOUNNAS, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### ARRETE S/N° A 2020-534

##### **ARTICLE 1**

Les travaux de l'entreprise DEBELEC sur le chemin du Pelluret, dans la section comprise entre le N° 2 et le N° 4 s'organisent sur deux périodes :

**Durant la période 1** : le chemin du Pelluret sera fermé à la circulation excepté pour les véhicules de chantier. Une déviation sera mise en place. Elle empruntera depuis le chemin du Pelluret, la route de la Jurge puis l'avenue de la Marqueille.

**Durant la période 2** : le chemin de Pelluret sera ré-ouvert à la circulation et l'entreprise DEBELEC est autorisée à occuper la chaussée et à restreindre la largeur de voie de circulation entre la section comprise entre le N° 2 et le N°4 du chemin de Pelluret. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines, aux services de secours et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre 13h et 18h le 7 Décembre 2020 pour la **période 1** et du 08 au 11 Décembre 2020 pour la **période 2**.

## **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

**Vu** l'arrêté n°2020-175 du 29 mai 2020 portant délégation de fonction et de signature à Madame Alice VALERA,

**Considérant** que Madame Alice VALERA a été élue conseillère municipale en date du 15 mars 2020,  
**Considérant** que Madame le Maire, pour une bonne organisation de la gestion de la commune, décide de déléguer une partie de ses fonctions et de sa signature,

**Considérant** qu'il convient de modifier les délégations de fonction et signature accordées à Madame Alice VALERA,

**ARRETE S/N° A 2020-535**

**ARTICLE 1**

L'arrêté n°2020-175 du 29 mai 2020 portant délégations de fonction et signature accordées à Madame Alice VALERA est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**ARTICLE 2**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, délégation de fonction et de signature est donnée à Madame Alice VALERA, conseillère municipale, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte et correspondance dans les domaines :

**1. De la gestion budgétaire**

- a. Animation transversale des procédures budgétaires

**2. Projet**

- a. Coordination du projet de crèche de nuit

**3. Associatif**

- a. Instruction des demandes de subvention des associations relevant du périmètre de la délégation accordée

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 DEC. 2020

<b>Chantier ouvert le 15/06/2020, achevé le 15/10/2020,</b>		<b>N° PA 031 506 19 00002</b>
Destinataire :	ADN PATRIMOINE	Nombre maximum de lots créés : 3
Demeurant à :	9 boulevard Lazare Carnot 31000 TOULOUSE	
Représenté par :	Monsieur MACAUD Jean	Surface de plancher maximale envisagée : 495 m2
Pour :	Création de 3 lots à bâtir à destination d'habitation ou de profession libérale et démolition d'un garage existant.	Superficie du terrain : 2476 m2
Sur un terrain sis :	26 avenue de la Marqueille BX28	Superficie aménagée : 1885 m2
		Destination : habitation et commerce et activité de service

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la déclaration d'achèvement des travaux, en date du 15/10/2020, présentée par ADN PATRIMOINE,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**ARRETE S/N°2020-536**


**ARTICLE 1**

Le certificat de conformité **EST ACCORDE** pour les travaux qui ont fait l'objet du permis d'aménager dont les références sont rappelées ci-dessus.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Serge JOP**  
  
**Adjoint au Maire**  
**Urbanisme et Aménagement urbain,**  
**Sécurité, Protocole, Défense et**  
**Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

---

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un certificat de conformité qui en conteste le contenu peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de la notification du certificat. Il peut également dans le même délai saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet lorsque le certificat est délivré au nom de l'Etat.  
Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

---

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG10600,  
**Vu** la demande en date du 12/11/2020 du pétitionnaire ENEDIS Pôle Ingénierie sis 8, rue Marie Laurencin 31200 TOULOUSE, représenté par Monsieur Benjamin BOUSQUET, concernant des travaux sur le réseau électrique ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EIFFAGE Construction, sise 9 Rue de la Technique 31320 CASTANET TOLOSAN, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Vincent TINTANE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-537**

**ARTICLE 1**

L'entreprise EIFFAGE Construction est autorisée à occuper le trottoir, la piste cyclable et la chaussée et à restreindre la largeur de voie de circulation entre la section comprise entre le N° 25 et le N°27 de l'avenue de Toulouse. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **07 au 12 Décembre 2020**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire en par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 20/11/2020 du pétitionnaire ENGIE INEO, sise 15 chemin de la Chasse zi en jacca 31771 COLOMIERS, chargée de leur réalisation, représentée par Monsieur Kévin FREGEYRES, concernant la création ou la modernisation du réseau d'éclairage public;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-538**

**ARTICLE 1**

L'entreprise ENGIE INEO est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation avenue de Gameville entre la place de la Poste et le rond point de Gameville. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 04 au 11 Décembre 2020.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 03/12/2020 du pétitionnaire Ville de Saint-Orens de Gameville Service Environnement sis 46 avenue de Gameville, 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représenté par Madame Jade BOSCHE concernant le stockage de compost sur le domaine public en vue des travaux d'aménagement pour le projet Forêt Primaire du Tucard ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SEDE chargée de leur réalisation, sise Regent Park II, 2460 L'Occitane Bât 2B, 31670 LABEGE et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### ARRETE S/N° A 2020-539

##### **ARTICLE 1**

Durant la durée des travaux, la raquette de retournement au bout de la rue du Tucard sera fermée à la circulation exceptée pour les véhicules de chantier.

La société SEDE est autorisée à occuper la voirie ainsi que les trottoirs à cet endroit pour le dépôt de compost sur la raquette de retournement et l'acheminement de ce dernier sur la parcelle agricole située en contre-haut.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 08 au 18 Décembre 2020.

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.



**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION  
14-16 avenue de Toulouse**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** les permissions de voirie de Toulouse Métropole T20SOG10634,  
**Vu** la demande en date du 25/11/2020 du pétitionnaire SFR, sis, rue Noël Pons 92000 NANTERRE, représenté par Monsieur Ryadh ABDELOUHAB concernant des travaux création ou modification de réseau Télécom ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOTT chargée de leur réalisation, sise 7 impasse Peyrandrieu 31780 CASTELGINEST représentée par Monsieur Steve ANTOLINI, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-540****ARTICLE 1**

La société SCOTT est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation dans la section comprise entre le N°14 et le N°16 de l'avenue de Toulouse. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 08 au 22 Décembre 2020**.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 19/10/2020 du pétitionnaire Christophe TILY sis 25 rue de la Polynésie 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant le stationnement et le passage de véhicules de chantier sur le domaine public en vue des travaux d'aménagement d'une piscine ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise EAU PLUS PISCINES chargée de leur réalisation, sise 123 rue Brillat Savarin 11000 CARCASSONNE et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-541**

##### **ARTICLE 1**

Durant la durée des travaux, la société EAU PLUS PISCINES est autorisée à stationner sur le trottoir ainsi que sur la coulée verte située à l'arrière de la propriété du demandeur sise 25 rue de la Polynésie. Le dépôt de matériaux est également autorisé à ce même endroit, l'emprise sur le domaine public devra entièrement être protégée pour ce faire.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'entreprise chargée des travaux est tenue de remettre en l'état la totalité du site occupé sur le domaine public (voirie, espaces verts....)

##### **ARTICLE 5**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 6**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 08 au 11 Décembre 2020 inclus.

##### **ARTICLE 7**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 8**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
Désignation du périmètre des zones 30 km/h  
en agglomération.**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L.2213-1 et suivants ;

**VU** le Code de la route, et notamment ses articles R.110-2, R.411-4 et R.411-25, R.413-1 à R.413-6 ;

**VU** le décret n° 2008-754 du 30 juillet 2008 portant diverses dispositions de sécurité routière ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de réglementer tout en assurant les conditions de sécurité indispensable, il convient d'instituer des zones de circulation apaisées sur les voies intercommunales de certains quartiers, situées en agglomération, compte tenu du caractère résidentiel de ces quartiers et de la destination des voiries qui est essentiellement de la desserte de riverains ;

**ARRETE S/N° AM 2020-542**

**ARTICLE 1 :**

Est abrogé et remplacé à compter de la publication du présent arrêté municipal, l'arrêté municipal permanent numéro : A 2020-298 du 20 juillet 2020.

**ARTICLE 2 :**

Une zone 30 telle que définie à l'article R110-2 du Code de la route est créée pour les voies intercommunales des quartiers suivants :

**Quartier Catala :**

Boulevard de Catala

Allée des Rolliers

Allée des Alouettes

Allée des Rossignols

Allée des Paons

Rue de la Saune

Rue de l'Hers

Rue de Ribaute

Allée des Bouvreuils

Allée des Mésanges

Allée des Rouges-Gorges

Allée des Roitelets

Rue de la Viguerie

Rue de Beauséjour

Rue de Prunet

Rue des Tourterelles

Rue des Grisolles

Allée des Passerines

Rue de la Marcaissonne

Chemin rural de Monfalcou (section entre le chemin des Tuileries et l'allée des Roitelets)

**Quartier du Cammas :**

Rue du Cammas

Rue des Rives

Rue du Vallon

**Quartier Saint-Benoit :**

Rue de Fondargent

Rue de la Plaine

Rue Joseph Peyrusse

Rue du Mas

Rue des Vignes

Rue de la Ferme

Impasse des Vignes

Rue de la Forge

Rue du Merlot

Impasse de la Forge

Impasse de la Negrette

Rue du Hameau

Impasse des Raisins

Rue des Tilleuls

Avenue Donadieu

Rue de l'Argentière

Impasse Donadieu

**Quartier Améthystes-Chanterelles :**

Rue de la Réunion

Rue des Perles

Rue Taparot

Rue des Saphirs

Rue des Iles Célèbes

Rue du Jade

Rue des Porcelaines

Rue de l'Opale

Rue des Chanterelles

Rue des Topazes

Rue des Bolets

Rue des Emeraudes

Rue des Mousserons

Avenue du Corail

Rue des Pradelets

Rue de l'Ambre

Impasse des Pradelets

Avenue des Améthystes

Rue des Vestales

Rue de Mirande

**Quartier Corail-Combat :**

Rue des Galapagos

Impasse des Nautilles

Rue des Iles Marquises

Rue des Comores

Avenue des Iles

Impasse Wallis

Impasse des Argonautes

Impasse Futuna

Rue des Iles Mariannes

Rue des Seychelles

Rue de la Désirade

Rue de la Polynésie

Rue des Antilles

Rue des Aigues-Marines

Rue des Murex

Rue de l'Ambre

**Quartier du Coustou, Béatrice, Place de la Poste :**

Rue du Vivier

Rue de la Tour

Rue Béatrice

Avenue du Coustou

Impasse Béatrice

Impasse du Coustou

Rue des Genêts

Place du Coustou

Impasse des Genêts

Place de la Poste

**Quartier des jardins de la ZAC Tucard :**

Rue des Cèdres

Rue du Pastel

Avenue du Lauragais

Rue Lou Païs

Rue de Tucard

Rue de Firmis

Rue André Grèzes

Rue de Nazan

#### **Quartier du Village et des Hauts de Gam :**

Rue du Centre	Rue des Hauts de Gam
Rue des Sports	Rue Rosa Park
Rue des Chasselas	Rue de Soye
Rue des Mûriers	Rue du Stade
Rue de la Querqueille	Rue Simone Lambert
Rue des Ombrages	Rue Marie Curie
Rue Pablo Neruda	Avenue du Mail
Place d'Augustin Labouilh	
Rue de Nazan (section entre la rue des Sports et l'avenue Augustin Labouilh)	
Avenue Augustin Labouilh (section 42, avenue Augustin Labouilh à 25 mètres après le carrefour de l'avenue du Lauragais)	
Avenue Augustin Labouilh entre le rond-point de la Jurge et le rond-point des Souvenirs.	

#### **Quartier Labouilh-Ninaret :**

Place du Souvenir	Rue du Collège
Rue du Ninaret	Rue du Mail de l'Eglise
Rue des Bleuets	Rue du Docteur Arrazat
Rue des Tournesols	Rue François Montregeau

#### **Quartier Bellières :**

Rue du Moulin	Rue des Alisiers
Rue du Parc	Rue des Acacias
Place Bellières	Rue du Panoramique
Rue de Lentourville	Place du Panoramique
Rue du Palais	Impasse Bellevue
Rue de l'Ormeau	Rue de la Chênaie
Rue de la Saboterie	Rue de la Frênaie
Chemin d'En Couderc	Rue des Florales
Rue du Couli	Avenue de Stéphanie
Rue du Bousquet (à partir de la rue de Lentourville)	Rue de la Pradelle
Avenue Jean Bellières (de la rue Armand Leygue au n°46 de l'avenue Jean Bellières)	

#### **Quartier des Lauriers :**

Rue des Lauriers
Avenue du Lycée
Voie de desserte des parkings et du gymnase du lycée Pierre Paul Riquet

#### **ARTICLE 3 :**

La signalisation réglementaire correspondante verticale et/ou horizontale, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

#### **ARTICLE 4 :**

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

#### **ARTICLE 5 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse, 68, rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**ARTICLE 8 :**

Le Maire de la Commune de Saint-Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :**

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Chef du Groupement Nord Est des Sapeurs-Pompiers de Ramonville Saint-Agne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le 04 décembre 2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 10 DEC. 2020

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 03/12/2020 du pétitionnaire ILLICO DEMENAGEMENTS, sis 13 rue de la Technique 31320 CASTANET TOLOSAN concernant le stationnement d'un camion en vue d'un déménagement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-543**

**ARTICLE 1**

Le pétitionnaire est autorisé à stationner un camion de déménagement sur les 5 places de parking situées au droit du N°2 rue des muriers.

**ARTICLE 2**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 3**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 9 Décembre 2020 de 8h00 à 18h00.**

**ARTICLE 4**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 04/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG10658,  
**Vu** la demande en date du 25/11/2020 du pétitionnaire GRDF, 16 Rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Yohan GILAMA concernant la création ou modification de branchement réseau gaz;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9, Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Monsieur Julien DUBREUCQ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-544**

##### **ARTICLE 1**

La société MIDI TP est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation rue Bellevue entre la section comprise entre le N°41 et le N°43. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés ainsi que les transports scolaires et la collecte des ordures ménagères.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 09 au 16 Décembre 2020.**

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

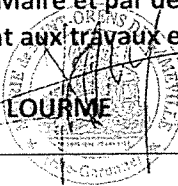
**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

**Etienne LOURME**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 07/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION  
Boulevard du Libre Echange  
Rond-Point du Cammas  
Rue du Cammas  
Avenue de la Marqueille**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** les permissions de voirie de Toulouse Métropole T20SOG11047, T20SOG11044, T20SOG11045, T20SOG11046,  
**Vu** les demandes en date du 07/12/2020 du pétitionnaire SDEHG, sis, 9 rue des Trois Banquets 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Arnaud OLIVIER concernant des travaux création ou modification de réseau d'éclairage public ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ENGIE INEO chargée de leur réalisation, sise 15 chemin de la Chasse 31771 COLOMIERS représentée par Monsieur Cédric SALVIGNAC, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020- 545**

**ARTICLE 1**

La société ENGIE INEO est autorisée à occuper le trottoir, la contre allée et à restreindre la largeur de voie de circulation sur le boulevard du libre échange, le rond-point du Cammas, la rue du Cammas et l'avenue de la Marqueille. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 14 Décembre au 26 Février 2020.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la décision prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales 2ème alinéa n° 2020-21 du 10/06/2020, concernant la fixation des tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les chantiers privés ;  
**Vu** la demande en date du 18/11/2020 du pétitionnaire FRECHE, sis 15 rue Marius Terce 31200 TOULOUSE, représenté par Monsieur Frédéric DUMAS, concernant le stationnement d'une nacelle sur le domaine public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-547**

**ARTICLE 1**

L'entreprise FRECHE est autorisée à installer une nacelle sur la voirie au droit du parking située au niveau du 2B Place de la Poste afin d'accéder aux antennes GSM. L'empiètement ne devra pas excéder la moitié de la chaussée.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **09 Décembre 2020**.

**ARTICLE 5**

La société devra s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public fixée aux tarifs de :

- **4.70 € TTC** pour les frais de dossier
- **85.85 € TTC** pour un appareil de levage installé sur l'espace public

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 08/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18 qui confère au Maire le pouvoir de déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à des membres du Conseil Municipal,

**Vu** la délibération n°01-19-2020 du 27 mai 2020 portant élection du Maire,

**Vu** la délibération n°03-21-2020 du 27 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire,

**Vu** l'arrêté n° 2020-169 du 29 mai 2020 portant délégation de fonction et signature à Madame Agnès MESTRE, adjointe au Maire,

**Considérant** que Madame le Maire, pour une bonne organisation de la gestion de la commune, décide de déléguer une partie de ses fonctions et de sa signature,

**Considérant** qu'il convient de modifier les délégations de fonction et signature accordées à Madame Agnès MESTRE,

**ARRETE S/N° A 2020-548**

**ARTICLE 1**

L'arrêté n°2020-169 du 29 mai 2020 portant délégations de fonction et signature accordées à Madame Agnès MESTRE est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**ARTICLE 2**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, délégation de fonction et de signature est donnée à Madame Agnès MESTRE, adjointe au Maire, à l'effet de signer au nom du Maire de Saint-Orens de Gameville, tout acte et correspondance dans les domaines :

**1. De la transition écologique et du développement durable**

- a. Etudes des opérations liées au cadre de vie : antennes relais, téléphonie mobile, espaces naturels et chemins, implantations de panneaux de publicité et d'enseignes, implantations de mobilier urbain, signalétique
- b. Etudes des opérations liées à la gestion des risques sauf zones inondables
- c. Installations classées pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.)
- d. Police de l'environnement à l'exclusion de la police de l'eau : bruit de voisinage et d'activité, pollution de l'air, des sols, exhaussement, affouillement, déchets. Délégation est donnée à l'effet de signer les arrêtés règlementaires et individuels pris dans ces domaines de police administrative spéciale
- e. Elaboration et mise en œuvre de l'action municipale en matière de réseau cyclable et de réseau vert

**2. De l'environnement et de la biodiversité**

- a. Protection des espaces naturels, de la faune et de la flore
- b. Etudes paysagères, mise en valeur des espaces naturels
- c. Travaux de maintenance et d'entretien des espaces verts
- d. Jardins familiaux partagés et notamment signature des conventions d'occupation du domaine public

**3. De la propreté urbaine**

- a. Dératisation, démoustication, dé pigeonnage, etc.
- b. Nettoyement des espaces publics de la Ville



#### **4. Des chemins de randonnées**

- a. Elaboration du schéma communal
- b. Relations avec les propriétaires des terrains d'assiette ou jouxtant les chemins de randonnée

#### **5. Des déchets**

- a. Suivi de la gestion des déchets ménagers et assimilés en relation avec les structures intercommunales compétentes
- b. Espaces de propreté de la commune et moyens associés
- c. Promotion de la propreté urbaine : impulsion et suivi des campagnes de sensibilisation et d'information

#### **6. Des réseaux divers**

- a. Programmation et suivi des études relatives aux réseaux divers, eau, assainissement, gaz, pluvial éventuellement en relation avec les structures intercommunales compétentes

#### **7. De la gestion de l'eau**

- a. Suivi de la compétence de gestion de l'eau en relation avec les structures intercommunales compétentes
- b. Suivi de la gestion des cours d'eau en relation avec les structures intercommunales compétentes
- c. Etudes et instructions des opérations liées à la gestion des risques des zones inondables

#### **8. De la police administrative**

- a. Gestion de la Police administrative de l'eau
- b. Signature des arrêtés de police réglementaires et individuels pris en matière de police administrative spéciale de l'eau

#### **9. Des lignes Très Haute tension**

#### **10. Du Règlement Local Publicitaire intercommunal RLPI**

- a. Autorisations d'implantation des enseignes et pré-enseignes

#### **11. Associatif**

- a. Instruction des demandes de subvention des associations relevant du périmètre de la délégation accordée

### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique PAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 09/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 17 DEC. 2020

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la décision prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales 2ème alinéa n° 2020-21 du 10/06/2020, concernant la fixation des tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les chantiers privés ;  
**Vu** la demande en date du 9/12/2020 du pétitionnaire AXIANS, sis 35 rue des tournesols 31130 QUINT FONSEGRIVES, représenté par Monsieur Frédéric LACOUT, concernant le stationnement d'une nacelle sur le domaine public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-549**

**ARTICLE 1**

L'entreprise AXIANS est autorisée à installer une nacelle sur la voirie chemin de Pialles afin d'accéder à l'antenne GSM. L'empiètement ne devra pas excéder la moitié de la chaussée.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **le 11 Décembre 2020**.

**ARTICLE 5**

La société devra s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public fixée aux tarifs de :

- 4.70 € TTC pour les frais de dossier
- 85.85 € TTC pour un appareil de levage installé sur l'espace public

**ARTICLE 6**

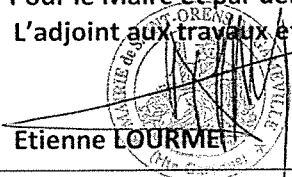
Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie**

  
**Etienne LOURME**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG09700,  
**Vu** la demande en date du 03/12/2020 du pétitionnaire Gaz Réseau Distribution France, sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Guillaume KLEIN concernant des travaux sur le réseau gaz ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise INEO SUEZ chargée de leur réalisation, sise 16, Avenue Claude-Marie Perroud 31047 TOULOUSE représentée par Monsieur David GAFFET, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-550**

##### **ARTICLE 1**

La société INEO SUEZ est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation dans la section comprise entre le numéro 51 et le numéro 53 avenue de Toulouse. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par **signaux manuels K10**. Une signalétique adaptée sera installée au droit des traversées piétonnes les plus proches du chantier sur l'Avenue de Toulouse afin d'indiquer aux piétons de cheminer sur le trottoir en face.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu **du 14 au 23 Décembre 2020**.

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

  
Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG09446  
**Vu** la demande en date du 26/11/2020 du pétitionnaire SGRM sis Chemin des Sevennes 31770 COLOMIERS représenté par Monsieur Laurent CROUZIL concernant des travaux de voirie ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise Eiffage TP SO Flourens chargée de leur réalisation, sise ZI de la Madeleine 31130 FLOURENS et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-551**

##### **ARTICLE 1**

L'entreprise Eiffage TP SO est autorisée à occuper la voirie route de Cayras.  
Durant la durée des travaux, la route de Cayras sera fermée à la circulation exceptée pour les véhicules de chantier entre l'intersection de la route de Cayras et du chemin du Caoussé et le rond-point situé à l'intersection de l'allée des Champs Pinsons et la route de Cayras. Une déviation sera mise en place. Elle empruntera depuis la route de Cayras, la rue du Partanaïs, l'avenue de la Marqueille, l'avenue de Toulouse puis l'allée des Champs Pinsons. Elle permettra aux usagers de rejoindre la route de Cayras par la même déviation dans l'autre sens de circulation.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre le 14 et le 18 Décembre 2020 entre 21h et 6h. La circulation devra être remise en état en dehors de ces horaires.

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION  
4 allée des Champs Pinsons**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 30/11/2020 du pétitionnaire BKQ SERVICES, sis, 4 allée des Champs Pinsons, 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, concernant des travaux création ou modification de réseau Télécom ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SOLUTIONS 30 chargée de leur réalisation, sise 7 39-53 Boulevard d'Ornano – 93210 SAINT DENIS représentée par Monsieur Aidoudi TEISSIR, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-552****ARTICLE 1**

La société SOLUTIONS 30 est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation dans la section comprise 4 allée des Champs Pinsons. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre le 16 et le 17 Décembre 2020.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 03/12/2020 du pétitionnaire Ville de Saint-Orens de Gameville Service Environnement sis 46 avenue de Gameville, 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représenté par Madame Jade BOSCHE concernant le stockage de compost sur le domaine public en vue des travaux d'aménagement pour le projet Forêt Primaire du Tucard ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SEDE chargée de leur réalisation, sise Regent Park II, 2460 L'Occitane Bât 2B, 31670 LABEGE et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-553**

##### **ARTICLE 1**

Durant la durée des travaux, la raquette de retournement au bout de la rue du Tucard sera fermée à la circulation exceptée pour les véhicules de chantier.

La société SEDE est autorisée à occuper la voirie ainsi que les trottoirs à cet endroit pour le dépôt de compost sur la raquette de retournement et l'acheminement de ce dernier sur la parcelle agricole située en contre-haut.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 15 au 23 Décembre 2020.

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.



**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



## COMPOSITION A DECLARATION PREALABLE

DELIVREE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 17/11/20,		N° DP 031 506 20 P0153
Par :	Monsieur et Madame THURIES Alain et Sandrine	Lot 1 : 240m <sup>2</sup>
Demeurant à :	3 IMP DES VIGNES 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	Lot 2 : 240m <sup>2</sup>
Représenté par:		Lot 3 : 401m <sup>2</sup>
Pour :	Division	Destination : habitation
Sur un terrain sis :	1 IMP DES VIGNES /chemin des Carmes Parcelle(s) : 506 BS 21	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la déclaration préalable susvisée en vue de détacher 3 lots à bâtir,  
**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,  
**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**Considérant** l'article R421-19 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Doivent être précédés de la délivrance d'un permis d'aménager : « a) Les lotissements qui prévoient la création ou l'aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs à plusieurs lots destinés à être bâtis et propres au lotissement. Les équipements pris en compte sont les équipements dont la réalisation est à la charge du lotisseur (...) »,

**Considérant** le titre 2 chapitre 3 section 2 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal qui dispose : « toute construction doit, en matière de réseaux, satisfaire à toute obligation vis-à-vis des gestionnaires et tous les aménagements doivent être conformes à la législation en vigueur en la matière et au schéma général de desserte par les réseaux »,

**Considérant** l'avis défavorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 01/12/2020 qui indique « impossibilité de raccorder les lots 1 et 2 au réseau d'assainissement des eaux usées sans mettre en place des servitudes de réseaux »,

**Considérant** que la mise en place de réseaux communs à plusieurs lots constitue un équipement commun au lotissement et doit donc faire l'objet d'un permis d'aménager,

**Considérant** le titre 2 chapitre 3 section 1 paragraphe 1 les accès qui dispose : « pour être constructible, toute unité foncière doit disposer d'un accès privatif à une voie, positionné et aménagé pour les véhicules, le plus perpendiculairement possible à la voie, de façon à apporter la moindre gêne et le moindre risque pour les usagers de ces voies ou accès, en prenant en compte la nature et l'intensité du trafic sur ces voies ou accès »,

**Considérant** que les accès aux lots 1 et 2 traversent un espace vert communal et ne disposent donc pas d'accès privatif au chemin des Carmes,

**Considérant** le titre 2 chapitre 2 section 2 paragraphe 2-1-1 qui dispose « la constructibilité issue de l'application des règles du PLUih constitue un maximum qui n'a pas vocation à être utilisé partout et tout le temps, la constructibilité réelle d'un terrain dépendant également de sa situation par rapport à son environnement bâti, patrimonial, paysager existant et futur ,etc...C'est pourquoi le présent règlement comporte des dispositions permettant d'apprécier un projet au regard de son environnement existant ou projeté et d'adapter les différentes règles aux différents contextes rencontrés »,

**Considérant** que le projet prévoit notamment 2 lots à bâtir d'une superficie de 240m<sup>2</sup> chacun sur le chemin des Carmes,

**Considérant** que l'environnement bâti du chemin des Carmes se compose d'habitations individuelles sur des unités foncières plus importantes et que le projet ne sera pas en harmonie avec l'environnement existant,

Pour ces motifs,

## **ARRETE S/N°A 2020-554**

### **ARTICLE 1**

Il est fait opposition à la présente déclaration préalable.

### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du 30/11/2020.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la demande en date du 03/12/2020 du pétitionnaire Ville de Saint-Orens de Gameville Service Environnement sis 46 avenue de Gameville, 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représenté par Madame Jade BOSCHE concernant la pose d'un compteur d'eau sur le domaine public en vue des travaux d'aménagement pour le projet Forêt Primaire du Tucard ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ROSSONI TP chargée de leur réalisation, sise 330 route de Gaillac, 81500 AMBRES et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-555**

**ARTICLE 1**

La société ROSSONI est autorisée à occuper la voirie ainsi que les trottoirs et à restreindre la largeur de la chaussée en bout de la rue du tucard sur la raquette de retournement. La circulation de tous les véhicules s'effectuera normalement ou par voie unique à sens alterné en cas de nécessité. Dans ce cas, l'alternat sera réglé par signaux manuels K10.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du 14 au 18 Décembre 2020.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 10/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE  
DE CIRCULATION  
19 avenue de la Marqueille**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** les permissions de voirie de Toulouse Métropole T20SOG10568,  
**Vu** la demande en date du 19/11/2020 du pétitionnaire DGDEP/CDE/Gestion assainissement, sis, 1 place de la Légion d'Honneur, 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Matthieu TOURNIS concernant des travaux création ou modification de réseau d'eau potable ;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SN THOMAS ET DANIZAN MP chargée de leur réalisation, sise 23 chemin Virebent 31200 TOULOUSE représentée par Monsieur David AZOULAY, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020-556****ARTICLE 1**

La société SN THOMAS ET DANIZAN MP est autorisée à occuper le trottoir et la piste cyclable au droit de la propriété située au N°19 de l'avenue de la Marqueille.

**ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

**ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

**ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu entre le 14 et le 18 Décembre 2020.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL PERMANT PORTANT  
INTERDICTION D'ACCES AUX BOIS DE  
SAINT-ORENS DE GAMEVILLE EN CAS  
D'INTEMPERIES VIOLENTES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

**Vu** le Code de Procédure Pénal et notamment son article 22,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 à L.2214-4,

**Vu** la Loi N° 91-2 du 3 janvier 1991, relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du Code de Communes,

**Vu** la Loi N° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

**Vu** la Loi N° 2001-602 du 9 juillet 2001, d'orientation sur la forêt et notamment son article 4 ;

**Considérant** qu'il relève de l'autorité municipale de prescrire des mesures pour prévenir les atteintes à la sécurité publique,

**Considérant** qu'il est nécessaire pour des raisons de sécurité de réglementer et d'interdire l'accès au bois du Bousquet, au bois du Coustou, au bois de Tardieu, au bois des Chanterelles et le parc du château Catala,

**ARRETE S/N° A 2020-557****ARTICLE 1**

Est abrogé et remplacé à compter de la publication du présent arrêté municipal, l'arrêté municipal permanent N° A 2018-402.

**ARTICLE 2**

A compter de la signature du présent arrêté, la fréquentation et l'accès au bois du Bousquet, au bois du Coustou, au bois de Tardieu, au bois des Chanterelles et le parc du château Catala, sont interdits par mesure de sécurité en période d'intempéries violentes (orages, vent, grêle, neige, pluie...).

**ARTICLE 3**

Cette interdiction ne s'applique pas aux services de secours et aux services techniques dont l'intervention pourrait être nécessaire pour porter secours ou sécuriser le site.

**ARTICLE 4**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5**

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

**ARTICLE 6**

Les présentes dispositions feront l'objet d'un affichage permanent sur place.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de Saint- Orens de Gameville.

**ARTICLE 7**

Madame le Maire de la commune de Saint-Orens de Gameville, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, les Agents de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique PAORE



Fait à Saint-Orens de Gameville : le 14 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



**ARRETE PORTANT AUTORISATION  
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 02/12/2020	
Par :	Lubies d'Arché
Demeurant à :	6 Avenue de la Marqueille 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Mme Claire DANY
Pour :	Installer 2 enseignes sur clôture et 2 enseignes en vitrophanie pour une superficie totale de 1,29 m <sup>2</sup>
Sur un terrain sis :	6 Avenue de la Marqueille 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

N° AP 031 506 20 E 0005

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 24/05/2020,

**Vu** la demande d'autorisation préalable susvisée,

**Vu** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

**Vu** le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) approuvé le 11 avril 2019,

**ARRETE S/N° A 2020-558****ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est **ACCORDÉ** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

**ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS**

Le projet d'enseignes sur la clôture appartenant à la copropriété devra être présenté en assemblée générale.

**ARTICLE 3**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire  
Urbanisme, Protocole,  
Défense et Anciens combattants



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2112-2 et L. 2213-28.

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 29/05/2020,

Considérant qu'une nouvelle opération portant sur la création de deux lots a été réalisée sur la parcelle BS 36, desservie par le Chemin des Carmes,

Considérant que les deux lots créés BS 247 et BS 248 sont desservis par le même numéro de voie 22 Chemin des Carmes,

Considérant qu'il est indispensable pour recevoir correctement le courrier et être facilement localisable dans la vie quotidienne que les habitations soient identifiées par un numéro de voie,

Considérant que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale relevant de la seule compétence du Maire,

**ARRETE S/N° A 2020-559**

**ARTICLE 1**

Il est prescrit la numérotation suivante sur le Chemin des Carmes : la parcelle BS 247 conserve le 22 Chemin des Carmes et la parcelle BS 248 se voit attribuer le numéro 20 Chemin des Carmes.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs de la commune et copie sera adressée à :

- Bureau du Cadastre de Colomiers,
- La Poste,
- Police Municipale.

Serge JOP



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 16/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T20SOG01706,  
**Vu** la demande en date du 16/12/2020 du pétitionnaire Pole Territorial Est sis 1, rue du Luan 31300 BALMA représenté par Monsieur Jean-Paul FAURE concernant des travaux d'aménagement de sécurité et d'accessibilité;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Nicolas MARTINEZ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-561**

##### **ARTICLE 1**

La société LHERM TP est autorisée à occuper le trottoir et à restreindre la largeur de voie de circulation. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

##### **ARTICLE 2**

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

##### **ARTICLE 3**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 4**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 5**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **01 au 29 janvier 2021 inclus, entre 9 h et 16 h.**

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 17/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18,  
R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,

**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020,  
accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;

**Vu** la décision prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités  
Territoriales 2ème alinéa n° 2020-48 du 05/10/2020, concernant la fixation des tarifs de redevance  
d'occupation du domaine public pour les chantiers privés ;

**Vu** la demande en date du 18/12/2020 du pétitionnaire STIBAT, sis 24 boulevard du libre-échange  
31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, représenté par Monsieur Maxime MAILHE, concernant le  
stationnement de deux baraques de chantier sur le domaine public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

**ARRETE S/N° A 2020 - 562**

**ARTICLE 1**

L'entreprise STIBAT est autorisée à installer 3 baraques de chantier rue du Centre sur la voie verte  
située sur la portion entre le parking et leur opération immobilière. L'emprise au sol pour cette  
demande est de 70m2.

**ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation  
routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du  
6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et  
l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

**ARTICLE 3**

L'entreprise devra veiller à prendre toutes les dispositions pour éviter de ne pas dégrader l'espace  
considéré. Un état des lieux contradictoire devra être réalisé entre la ville et l'entreprise au  
préalable de toute installation.

**ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté  
auront lieu du 04 au 08 janvier 2021.

**ARTICLE 5**

La société devra s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public fixée aux tarifs de :

- 4.70 € TTC pour les frais de dossier
- 4.60 € / m2 TTC pour une baraque de chantier installée sur l'espace public soit 322€ TTC.

**ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et  
règlements en vigueur.

**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 15 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 18 janvier 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-563**

**ARTICLE 1**

**Madame Georgette BEAUTE épouse PERAL** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 15 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 18 janvier 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,



**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur Jean-Pierre GODFROY**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 22 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 25 janvier 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-564**

**ARTICLE 1**

**Monsieur Jean-Pierre GODFROY** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 22 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 25 janvier 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Marie-France DUNANT épouse TABURIAU**,  
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du  
29 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 01 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-565**

**ARTICLE 1**

**Madame Marie-France DUNANT épouse TABURIAU** est déléguée pour remplacer le Maire en son  
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des  
Funérailles, du 29 janvier 2021 à 17 heures 30 minutes au 01 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

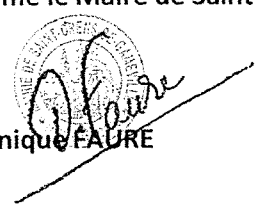
**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur André PUIS**, Conseiller Municipal,  
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 05 février 2021 à 17 heures 30  
minutes au 08 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-566**

**ARTICLE 1**

**Monsieur André PUIS** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement  
des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 05 février 2021  
à 17 heures 30 minutes au 08 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Alice VALERA épouse PIERAUT**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 12 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 15 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-567**

**ARTICLE 1**

**Madame Alice VALERA épouse PIERAUT** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 12 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 15 février 2021 à 08 heures 30 minutes.


**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur Pierre AUDOUBERT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 19 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 22 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-568**

**ARTICLE 1**

**Monsieur Pierre AUDOUBERT** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 19 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 22 février 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Geneviève FERNANDEZ**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 26 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 01 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-569**

**ARTICLE 1**

**Madame Geneviève FERNANDEZ** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 26 février 2021 à 17 heures 30 minutes au 01 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

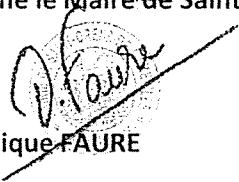
**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Elise RAIMBAULT**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 05 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 08 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-570**

**ARTICLE 1**

**Madame Elise RAIMBAULT** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 05 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 08 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.


**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :



Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur Thierry ARCARI**, Conseiller Municipal,  
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 12 mars 2021 à 17 heures 30  
minutes au 15 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-571**

**ARTICLE 1**

**Monsieur Thierry ARCARI** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par  
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,  
du 12 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 15 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur Bendehiba HARRAT**, Conseiller Municipal, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 19 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 22 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-572**

**ARTICLE 1**

**Monsieur Bendehiba HARRAT** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 19 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 22 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Sophie CLEMENT épouse MARCHAND**,  
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 26  
mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 29 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-573**

**ARTICLE 1**

**Madame Sophie CLEMENT épouse MARCHAND** est déléguée pour remplacer le Maire en son  
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des  
Funérailles, du 26 mars 2021 à 17 heures 30 minutes au 29 mars 2021 à 08 heures 30 minutes.


**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Florence AUSSENAC épouse REYNAL**,  
Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du  
02 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 06 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-574**

**ARTICLE 1**

**Madame Florence AUSSENAC épouse REYNAL** est déléguée pour remplacer le Maire en son  
absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des  
Funérailles, du 02 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 06 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.


**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil ;

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur François UBEDA**, Conseiller Municipal,  
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 09 avril 2021 à  
17 heures 30 minutes au 12 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-575**

**ARTICLE 1**

**Monsieur François UBEDA** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par  
empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,  
du 09 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 12 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Monsieur David ANDRIEU**, Conseiller Municipal,  
les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 16 avril 2021 à 17 heures 30  
minutes au 19 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-576**

**ARTICLE 1**

**Monsieur David ANDRIEU** est délégué pour remplacer le Maire en son absence et par  
empêchement des Adjointes, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles,  
du 16 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 19 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**,  
est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressé

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** l'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** l'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale Relative à l'Etat Civil,

**Considérant** qu'il importe de déléguer à **Madame Françoise ESTEVEZ épouse TEXIER**, Conseillère Municipale, les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles du 23 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 26 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARRETE S/N° A 2020-577**

**ARTICLE 1**

**Madame Françoise ESTEVEZ épouse TEXIER** est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil et de Police des Funérailles, du 23 avril 2021 à 17 heures 30 minutes au 26 avril 2021 à 08 heures 30 minutes.

**ARTICLE 2**

**Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE**, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- L'intéressée

**Madame le Maire de Saint-Orens,**

  
**Dominique FAURE**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

En publication, affichage ou notification le :



## ARRETÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

VALANT AUTORISATION ERP DELIVRE  
PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 29/07/20		N° PC 031 506 18 00034 M02
Par :	COMMUNE DE SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	Surface de plancher créée : 26 m²
Demeurant à :	46 AVENUE DE GAMEVILLE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	
Représenté par :	Madame FAURE Dominique	Surface de plancher modifiée : inchangée
Pour :	Modifications de façades et déplacement du local des ordures ménagères	
Sur un terrain sis :	RUE DU CENTRE Parcelle(s) : BI 24	Destination : service public ou d'intérêt collectif

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire modificatif susvisée en vue de :

- Déplacer le local des ordures ménagères
- Modifier les ouvertures des façades latérales et de la façade principale
- Supprimer les briquettes d'angle sur la halle sportive
- Modifier l'aménagement intérieur
- Installer 2 exutoires de desenfumage en toiture

**Vu** le permis de construire initial PC0315061800034 accordé le 14/01/2019 pour la réhabilitation de la salle du Lauragais en halle commerciale et halle multisport

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**Vu** l'arrêté n° 2020-515 du Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville, ci-joint en date du 25/11/2020, autorisant la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public, au titre de la réglementation de la sécurité contre l'incendie et la panique dans les ERP et au titre de l'accessibilité des personnes handicapés

**CONSIDERANT** l'article R.425-15 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L.111-8 du Code de la Construction et de l'Habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente »

**CONSIDERANT** que le projet porte sur un établissement recevant du public,



## ARRETE S/N° 2020-578

### ARTICLE 1

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

### ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

Il sera obligatoirement tenu compte, lors de l'exécution des travaux, des prescriptions formulées par la commission d'arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et la commission départementale d'accessibilité

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,



Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05/01/21

En publication, affichage ou notification le : 05/01/21

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du ...

### Collecte des déchets :

Le local de stockage valant aire de présentation avec un système d'ouverture sur horloge aura une surface minimum de 12m<sup>2</sup> et sera situé sur le domaine privé.

Il devra répondre à la réglementation en vigueur (Règlement sanitaire départemental) et en particulier il sera :

- clos, couvert, éclairé avec un système automatique à l'ouverture de la porte (système de détection, cellule), ventilé,
- doté d'un point d'eau et d'un siphon de sol,
- le sol et les parois seront lavables sur toute la hauteur (enduit de ciment lisse ou similaire).
- des dispositions seront prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs ou d'insectes.
- la largeur des portes sera au minimum d'1,20 mètres. La porte sera visible de la voie où circulera le véhicule de collecte (parallèle à la voie). Un système pour maintenir la porte ouverte lors de la collecte devra être prévu (magnétique...). Une signalétique sur la porte de type bande rétro réfléchissante sera à prévoir.
- Le plafond aura une hauteur minimum de 2,20 mètres.
- Le raccordement entre l'aire de présentation des conteneurs et la voirie ne devra pas présenter de différence de niveau :
- **Un passage bateau ou une bordure basse sera à prévoir** pour permettre une manipulation aisée des conteneurs lors de la collecte. Le bateau d'accès est constitué d'un mètre de bordure basse et de rampants de 1,50 mètres minimum de part et d'autre (hauteur de bordure basse 0,02 m au-dessus du fil d'eau du caniveau).
- Le trajet entre la zone de stationnement du véhicule de ramassage et l'emplacement de l'aire sera le plus court possible : distance inférieure à 7 mètres et d'une largeur minimale de 2 mètres. Il doit être horizontal de préférence ou à la rigueur, avec des pentes inférieure à 4 %. Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus. Dans la mesure du possible, il sera rectiligne.

### **Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION  
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE  
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 17/12/2020	
Par :	Mohamed-Amin CHAABI
Demeurant à :	17 rue du Gers 31400 TOULOUSE
Pour :	Installer 1 enseigne lumineuse parallèle à la façade et 1 enseigne drapeau lumineuse pour une superficie totale de 1,52 m <sup>2</sup>
Sur un terrain sis :	48 Avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**N° AP 031 506 20 E 0007**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Madame MESTRE Agnes en date du 17/12/2020,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) approuvé le 11 avril 2019,

**CONSIDERANT** que le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 23 heures et 7 heures,  
**CONSIDERANT** que le Règlement Local de Publicité intercommunal de Toulouse Métropole (RLPi) impose que les enseignes scellées au sol soient positionnées à distance des baies du voisin et des limites séparatives de propriété,

**ARRETE S/N° A 2020-579****ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est **ACCORDÉ** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

**ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS**

Les enseignes lumineuses prévues au projet doivent être éteintes entre 23 heures et 7 heures. Si l'activité cesse ou commence entre 22h et 8h, les enseignes doivent être éteintes au plus tard une heure après la cessation de l'activité et peuvent être allumées une heure avant la reprise de l'activité.

L'enseigne drapeau scellée au sol devra être implantée à une distance de 10 m de la baie des voisins et à 2 m des limites séparatives de propriété.

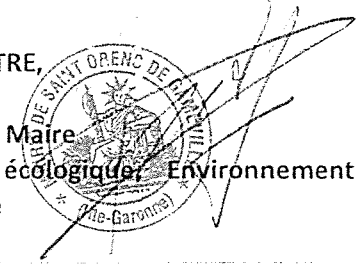
### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Agnes MESTRE,

Adjointe au Maire  
Transition écologique, Environnement et  
Biodiversité



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 21 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

### POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

<b>Demande déposée le 24/09/2020</b>		<b>N° AT 031 506 20 00004</b>
Par :	LA MAISON BLEUE	Catégorie : 5ème
Demeurant à :	148 -152 ROUTE DE LA REINE 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	Type : R
Représenté par :		
Pour :	Aménager une Crèche de 23 berceaux	
Sur un terrain sis :	LE BOUSQUET BN 185, BN 187, BN 295, BN 311	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** l'avis favorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/11/2020,

**Vu** l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur en date du 24/11/2020,

**ARRETE S/N° 2020-580**

**ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est ACCORDEE.

**ARTICLE 2**

Les prescriptions émises par les Sous-commissions consultées susvisées devront être respectées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05/01/21

En publication, affichage ou notification le : 05/01/21

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 21311 et L. 21312 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de nonopposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

<b>Demande déposée le 07/10/2020</b>		<b>N° AT 031 506 20 00020</b>
Par :	Madame DELVAS Maryline	Catégorie : 5ème
Demeurant à :	6 RUE HENRI GUILLAUMET 31130 BALMA	
Représenté par :		Type : U
Pour :	Aménager un cabinet paramédical	
Sur un terrain sis :	31 AVENUE DE LA MARQUEILLE CA 7	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** l'avis défavorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 03/11/2020,

**Vu** la notice d'information destinée aux exploitants des Etablissements Recevant du Public de 5ème catégorie sans locaux de sommeil en date du 05/10/2020,

### **ARRETE S/N° 2020-581**

#### **ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est REFUSEE.

#### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

<b>Demande déposée le 09/10/2020</b>		<b>N° AT 031 506 20 00021</b>
Par :	GH2015	Catégorie : 1ère
Demeurant à :	265 CHEMIN DE PEFORQUE 82000 MONTAUBAN	Type : M
Représenté par :		
Pour :	Aménager un établissement à l'enseigne «Pascal Coste»	
Sur un terrain sis :	5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande d'autorisation de travaux susvisée,

**Vu** le code de la construction et de l'habitation,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** l'avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur en date du 15/12/2020,

**Vu** l'avis défavorable de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées en date du 08/12/2020,

**ARRETE S/N° 2020-582**

**ARTICLE 1**

L'exécution des travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est REFUSEE.

**ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP,

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain  
Sécurité, Communication, Protocole  
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23/12/2020

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

<b>Demande déposée le 16/10/20</b>	
Par :	<b>SCI FONTA VILLA ROSA</b>
Demeurant à :	<b>57 Boulevard de l'Embouchure 31200 TOULOUSE</b>
Représenté par :	<b>Monsieur FONTA Alain</b>
Pour :	<b>Modifications du nombre de logements, de l'emprise au sol, de la surface de plancher, des façades et déplacement de la rampe d'accès au sous sol</b>
Sur un terrain sis :	<b>6 RUE ROSA PARKS ET RUE DES MURIERS Parcelle(s) : 506 BI 53, 506 BI 55</b>

**N° PC 031 506 19 00029 M01**

Surface de plancher créée initiale : 2710,3 m<sup>2</sup>

Surface de plancher modifiée : 2801m<sup>2</sup>

Nb de logements initial : 40

Nb de logements modifiés : 41

Destination :  
- Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire modificatif valant division susvisée en vue de :

- Déplacer la rampe d'accès au sous-sol,
- Modifier l'emprise au sol,
- Modifier les façades,
- Modifier l'emplacement des locaux deux roues et locaux containers,
- Modifier le nombre de logements,
- Changer la typologie des logements,
- Modifier la surface de plancher,
- Modifier la surface taxable,
- Modifier le nombre de logements sociaux,
- Créer une division parcellaire.

**Vu** le permis de construire initial PC0315061900029 accordé le 30/06/2020 pour la construction de 40 logements répartis en 2 bâtiments,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**Vu** la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,

**Vu** la pièce complémentaire en date du 17/12/2020,

**Vu** l'avis simple de l'architecte des bâtiments de France en date du 27/10/2020, ci-joint,

### Recommandation locaux de stockage conteneurs roulants et encombrants :

Ils seront réalisés sur la parcelle privée.

Les locaux de stockage ne devront pas présenter de recoins devenant inutilisables pour disposer correctement les conteneurs.

Ils devront répondre à la réglementation en vigueur (Règlement sanitaire départemental) et en particulier ils seront :

- clos, couverts, éclairés, ventilés,
- dotés d'un point d'eau et d'un siphon de sol,
- le sol et les parois seront lavables sur toute la hauteur (enduit de ciment lisse ou similaire).
- des dispositions seront prises pour empêcher l'intrusion de rongeurs ou d'insectes.
- la largeur des portes sera au minimum d'1,20 mètres. Le plafond aura une hauteur minimum de 2,20 mètres.
- Si l'accès nécessite l'aménagement d'une rampe, sa pente doit être au maximum de 4%.

L'aire de présentation aura une surface minimum de 16.5m<sup>2</sup> et sera commune aux 2 bâtiments.

### Prescriptions pour l'aire de présentation :

- Elle sera située sur le domaine privé en bordure immédiate de la voie publique
- Elle sera constituée d'une surface plane, cimentée, exempte de gravillons
- Elle aura un accès direct depuis l'espace public, elle sera ouverte et parallèle à la voirie pour ne pas gêner la manipulation des conteneurs par les services de collecte :
- Aucun mur ou barrière végétale ne devra faire obstacle à cette manipulation.
- Le raccordement entre l'aire de présentation des conteneurs et la voirie ne devra pas présenter de différence de niveau :
- Un passage bateau ou une bordure basse sera à prévoir pour permettre une manipulation aisée des conteneurs lors de la collecte. Le bateau d'accès est constitué d'un mètre de bordure basse et de rampants de 1.50 mètres minimum de part et d'autre (hauteur de bordure basse 0.02 m au-dessus du fil d'eau du caniveau). L'aire de présentation sera délimitée côté trottoir par une bordurette (0.03m de vue afin d'assurer le blocage des bacs) ;
- Le trajet entre la zone de stationnement du véhicule de ramassage et l'emplacement de l'aire sera le plus court possible : distance inférieure à 7 mètres et d'une largeur minimale de 2 mètres. Il doit être horizontal de préférence ou à la rigueur, avec des pentes inférieures à 4 %. Il ne devra pas présenter de changement de direction constituant des angles aigus. Dans la mesure du possible, il sera rectiligne

Les conteneurs seront sortis au plus près avant le passage du service de collecte et ils devront être remisés dans le local de stockage le plus rapidement possible après le passage de celui-ci (Cf. p16 du Règlement de Collecte).

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

**CONSIDERANT** que le projet est situé dans les abords mais n'est pas dans le champ de visibilité du monument historique, croix proche de la place de l'église, l'ABF donne un avis simple,

**ARRETE S/N° A 2020-583**

**ARTICLE 1**

Le permis de construire modificatif valant division parcellaire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée,


**ARTICLE 2 :**

Les prescriptions contenues dans le permis initial seront maintenues.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP  
  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 29/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05/01/21

En publication, affichage ou notification le : 05/01/21

Affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 23/10/2020.

**La collecte des déchets** sera assurée en bordure de la Rue Rosa Parks.

**Bat A :**

La dotation en bacs roulants sera de :

- 2 bacs de 770 litres pour la collecte des ordures ménagères
- 2 bacs de 660 litres et 1 bac de 360 litres pour la collecte sélective.

Le local de stockage des bacs roulants d'une surface minimum de 9m2.

**Bat B :**

La dotation en bacs roulants sera de :

- 3 bacs de 770 litres pour la collecte des ordures ménagères
- 3 bacs de 660 litres et 1 bac de 360 litres pour la collecte sélective.

Le local de stockage des bacs roulants d'une surface minimum de 13m2.

Le local encombrants commun aux 2 bâtiments aura une surface minimum de 20m2.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT INFORMATION: - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la décision prise en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales 2ème alinéa n° 2020-21 du 10/06/2020, concernant la fixation des tarifs de redevance d'occupation du domaine public pour les chantiers privés ;  
**Vu** la demande en date du 16/12/2020 du pétitionnaire ETANCHEITE GARONNAISE, sis impasse de Garonne 31360 MANCIOUX, représenté par Monsieur MOREIRA, concernant le stationnement d'un chariot télescopique sur le domaine public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### **ARRETE S/N° A 2020-584**

##### **ARTICLE 1**

L'entreprise ETANCHEITE GARONNAISE est autorisée à stationner un chariot télescopique sur le trottoir et les deux places de stationnement situées en bout de la rue du Pastel à l'intersection avec les rues André Grèzes et la rue de Nazan.

##### **ARTICLE 2**

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### **ARTICLE 3**

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### **ARTICLE 4**

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **05 Janvier 2021**.

##### **ARTICLE 5**

La société devra s'acquitter de la redevance d'occupation du domaine public fixée aux tarifs de :

- **4.70 € TTC** pour les frais de dossier
- **85.85 € TTC** pour un appareil de levage installé sur l'espace public

##### **ARTICLE 6**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

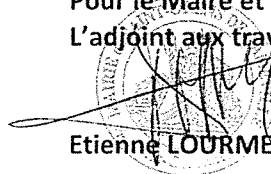


**ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie



Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,  
**Vu** le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,  
**Vu** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° A 2020-168 du 24/05/2020, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;  
**Vu** la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T20SOG11202,  
**Vu** la demande en date du 23/12/2020 du pétitionnaire Pole Territorial Est sis 1, rue du Luan 31300 BALMA représenté par Monsieur Jean-Paul FAURE concernant des travaux de voirie pour réfection de la piste cyclable et des trottoirs;

**Considérant que** pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise LHERM TP chargée de leur réalisation, sise Chemin Dubac 31270 CUGNAUX représentée par Monsieur Nicolas MARTINEZ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

#### ARRETE S/N° A 2020-585

##### ARTICLE 1

La société LHERM TP est autorisée à occuper le trottoir et la piste cyclable route de Revel.

##### ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier, à l'exception de ceux de l'entreprise chargée des travaux.

##### ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

##### ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

##### ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **11 au 29 janvier 2021 inclus**.

##### ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

##### ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,  
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

<b>Demande déposée le 13/11/2020</b>		<b>N° PC 031 506 16 00048 M02</b>
<b>Par :</b>	Madame BERNARD Marie-Thérèse et Monsieur MULLER Patrick	<b>Surface de plancher créée : 0</b>
<b>Demeurant à :</b>	5 RUE HENRI MONTAUT 31 400 TOULOUSE	<b>Nb de logements : 1</b>
<b>Pour :</b>	MODIFICATIONS : aménagement du terrain	<b>Destination :</b> - Habitation - Surfaces totales
<b>Sur un terrain sis :</b>	32 RUE DU BOUSQUET 31 150 – ST ORENS Parcelle(s) : 506 8N 73	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire modificatif M 02 susvisée en vue d'aménager le terrain en dehors de la zone de construction (remblais, talus),

**Vu** le permis de construire initial n° PC 031 506 16 00048 autorisé le 08/03/2017 pour la réalisation d'une maison individuelle,

**Vu** le permis de construire Modificatif M01 n° PC 031 506 16 C 00048 M 01 autorisé le 03/11/2017,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11 avril 2019,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**ARRETE S/N° A 2020-586**

#### **ARTICLE 1**

Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.


#### **ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS**

Les réserves et prescriptions contenues dans le permis de construire initial sont maintenues et devront être observées.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP  
  
Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 24/01/21

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du 16/11/2020.

#### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

#### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
  - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
  - soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2111 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite)*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



ARRETÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 08/12/2020	
Par :	Monsieur DUPONT Vincent
Demeurant à :	7 RUE DE MONTCALM 31 650 ST ORENS DE GAMEVILLE
Pour :	CREATION D'UNE PISCINE + PERGOLA + ABRI VOITURE
Sur un terrain sis :	7 RUE DE MONTCALM 31 650 ST ORENS DE GAMEVILLE
	Parcelle(s) : 506 BE 280

N° PC 031 506 20 C 0040
-------------------------

Surface de plancher créée : 0m<sup>2</sup>

Nb de logements :

Destination :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire susvisée en vue de construire une pergola, un abri de voiture et une piscine,

**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11 avril 2019,

**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,

**ARRETE S/N° A 2020-587**

**ARTICLE 1**

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée ;

## **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge IOP,



Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 26/01/21

L'avis de dépôt de la demande a fait l'objet d'un affichage en Mairie en date du 24/12/2020.

### **Observations :**

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifiée à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

### **Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



<b>Demande déposée le 17/11/20,</b>		<b>N° PC 031 506 20 C0037</b>
<b>Par :</b>	<b>Monsieur et Madame GOUTIRES Bertrand et Alexandra</b>	<b>Surface de plancher créée : 115,07 m²</b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>7 RUE DU CHATEAU 31380 GARIDECH</b>	<b>Nb de logements : 1</b>
<b>Représenté par:</b>		
<b>Pour :</b>	<b>MAISON INDIVIDUELLE</b>	
<b>Sur un terrain sis :</b>	<b>94 AV DE LA MARQUEILLE Parcelle(s) : 506 BK 311</b>	<b>Destination : - Habitation</b>

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la demande de permis de construire susvisée pour la construction d'une maison individuelle,  
**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 29/05/2020,  
**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.111-1 et suivants et R.421-1 et suivants,  
**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat de Toulouse Métropole approuvé par délibération du Conseil de la Métropole en date du 11/04/2019,  
**Vu** le Plan de Prévention des Risques Naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait des gonflements des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne et approuvé le 01/10/2013,  
**Vu** la délibération n° DEL-11-503 du Conseil de Communauté de Toulouse Métropole en date du 21/11/2011, instaurant la taxe d'aménagement sur l'ensemble des communes de Toulouse Métropole, modifiée par la délibération n° DEL-13-870 en date du 7/11/2013,  
**Vu** la déclaration préalable DP 0315061300111 délivrée le 28/11/2013 et la DAACT en date du 13/05/2014, réceptionnée le 15/12/2020,  
**Vu** les pièces complémentaires en date du 08/12/2020 et du 15/12/2020,  
**Vu** l'avis favorable du service eau de Toulouse Métropole en date du 08/12/2020, ci-joint  
**Vu** l'avis favorable d'Enedis en date du 09/12/2020 pour une puissance de raccordement de 12 kVA, ci-joint  
**Vu** l'avis de Toulouse Métropole, domaine service gestion des routes métropolitaines, en date du 10/12/2020, ci-joint  
**Vu** l'avis de Toulouse Métropole, pôle Territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public en date du 14/12/2020, ci-joint  
**Vu** l'avis simple de l'architecte des bâtiments de France en date du 15/12/2020, ci-joint

Considérant qu'aux termes de l'article R 425-1 du Code de l'Urbanisme qui dispose : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-52 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées »,

CONSIDERANT que le projet est situé dans les abords mais n'est pas dans le champ de visibilité du monument historique, croix proche de la place de l'église, l'ABF donne un avis simple,

CONSIDERANT l'article L112-12 du Code de l'urbanisme qui dispose : « Toutes les constructions qui sont autorisées dans les zones de bruit conformément aux dispositions de l'article L. 112-10 font l'objet de mesures d'isolation acoustique, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme, de construction ou d'habitation »,

CONSIDERANT le titre 2 section 1 paragraphe unique article 7 qui dispose : « les constructions situées dans les périmètres des axes classés bruyants reportés sur le document graphique du règlement (DGR) 3C5 « périmètre soumis aux risques et aux nuisances » doivent se soumettre aux exigences d'isolation acoustique conformément à l'arrêté préfectoral du 23/12/2014, relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres »,

CONSIDERANT qu'il n'est pas précisé si le projet répond aux exigences d'isolation acoustique,

**ARRÊTÉ S/N°A 2020-588**

#### **ARTICLE 1**

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect de la prescription suivante : le projet devra répondre aux exigences d'isolation acoustique conformément à l'arrêté préfectoral du 23/12/2014.

#### **ARTICLE 2**

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à :

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP

Adjoint au Maire  
Urbanisme et Aménagement urbain,  
Sécurité, Protocole, Défense et  
Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 31/12/2020.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le : 16/01/21

### Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012 354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

3-Collecte des déchets : La collecte sera assurée en bordure de l'avenue de la Marqueille.

Le foyer sera doté de :

- 1 bac roulant pour la collecte des ordures ménagères
- 1 bac roulant pour la collecte sélective.

Les contenants de collecte seront présentés en bordure de voie publique la veille au soir du jour de ramassage et remisés au plus tôt après vidage à l'intérieur de la parcelle privée.

### Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

---

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

---

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.
- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :
  - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
  - soit déposée contre décharge à la mairie.
- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

# DÉCISIONS

**DEMANDE DE SUBVENTION 2020 A LA CAF  
POUR L'ACQUISITION DE MATERIEL  
INFORMATIQUE POUR SES STRUCTURES  
PETITES ENFANCE ET PEDT-JEUNESSE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** la délibération n°28-81-2020 en date du 09 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22-26 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à tout financeur,

**Considérant** les besoins en matériels informatique des structures petite enfance et PEDT-Jeunesse afin d'exercer leurs missions dans de bonnes conditions, de permettre une mutualisation des actions, de travailler en distanciel, de suivre à distance des formations, de les utiliser lors de festivités en direction des familles, et lors des soirées de professionnalisation

**Considérant** que ces acquisitions peuvent prétendre à un financement de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, dans le cadre des conventions d'objectifs et de financements en cours,

**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer ces acquisitions.

**DECIDE S/N° D 2020-55****ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, l'attribution d'une subvention permettant le financement de l'acquisition de matériels informatique des structures petite enfance et PEDT-Jeunesse.

Le coût de l'opération est de 4 542,60€ HT, selon le plan de financement suivant :

Financement	Montant HT	Taux
Subvention CAF sollicitée	3 630,00 €	80% <i>maximum autorisé</i>
Autofinancement	912,60 €	20%
<b>Total</b>	<b>4 542,60 €</b>	<b>100%</b>

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18/11/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 19/11/20

En publication, affichage ou notification le : 18/11/20

**Concession n° : 202031  
Emplacement : HC/9  
Date Echéance : 30 novembre 2035**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 du 27 mai 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. DUTHU Sébastien Yann** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 7 Bis Rue Du Tucard Appartement 32 Bâtiment B**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

**DECIDE S/N° D 2020-056**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. DUTHU Sébastien et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION QUINZENAIRE** à compter du **30 novembre 2020**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **950,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 4 décembre 2020

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le:

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 15/12/2020

Et publication, affichage ou notification le:



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 202032  
Emplacement : I/36  
Date Echéance : 10 décembre 2035**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 du 27 mai 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. MAURY Jean-Claude** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 10 Ter Avenue Louis Couder**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2020-057**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. MAURY Jean-Claude et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Restreinte** : une **CONCESSION QUINZENAIRE** à compter du 10 décembre 2020

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1305,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

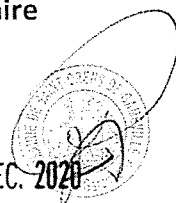
Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 11 décembre 2020

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **11 DEC. 2020**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: **22 DEC. 2020**

Et publication, affichage ou notification le:





**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.  
5ème Alinéa – MISE À DISPOSITION DE LA  
SALLE COMMUNE DE LA RÉSIDENCE  
AGRANAT**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,

**Vu** la délibération du 27 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

**Vu** la convention de mise à disposition à titre gratuit de la salle commune de la résidence Agranat sise 20, rue de Nazan – 31650 Saint-Orens de Gameville par Patrimoine SA Languedocienne à la commune de Saint-Orens en date du 15 juillet 2015.

**Considérant** qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la résidence Agranat.

**DÉCIDE S/ D 2020-58**

**ARTICLE 1**

Il est conclu une convention annuelle avec l'association Agranat, représentée par Madame Yvette GAMBONI, en sa qualité de Présidente, ayant son siège social 20 rue de Nazan, Résidence Agranat – appartement B22, 31650 Saint-Orens de Gameville.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire

  
  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.  
5ème Alinéa – MISE À DISPOSITION DE LA  
SALLE COMMUNE DE LA RÉSIDENCE  
AGRANAT**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération du 27 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (alinéa 5).

**Vu** la convention de mise à disposition à titre gratuit de la salle commune de la résidence Agranat sise 20, rue de Nazan – 31650 Saint-Orens de Gameville par Patrimoine SA Languedocienne à la commune de Saint-Orens en date du 15 juillet 2015.

**Considérant** qu'il y a un intérêt à favoriser les activités associatives au sein de la résidence Agranat.

**DÉCIDE S/ D 2020-59**

**ARTICLE 1**

Il est conclu une convention annuelle avec l'association Café'in, représentée par Monsieur Michel SARRAILH, en sa qualité de Président, ayant son siège social au 47 rue des Chanterelles, 31650 Saint-Orens-de-Gameville.

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

En publication, affichage ou notification le :

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - RENOUELEMENT DE CASE DE  
COLUMBARIUM DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE  
NINARET - NC I**

**Ancien numéro de concession : 517**  
**Numéro de concession : 202033**  
**Emplacement : 66**  
**Date Echéance : 12 novembre 2034**

Le Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville (Haute-Garonne),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 en date du 27 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8) ,  
**Vu** la demande présentée en date du 17 novembre 2020 par Mme SAEZ Dolores ( née PEREZ) demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 32 avenue du Lauragais tendant à obtenir le renouvellement de la concession n° 517 délivrée le 12 novembre 2004, à **Madame SAEZ Dolores ( née PEREZ)** pour une durée quinquennale,

**DECIDE S/N° D 2020-060**

**ARTICLE 1**

La concession n° 517, à vocation familiale, délivrée le 12 novembre 2004, est renouvelée au nom de Madame SAEZ Dolores (née PEREZ) dans le cimetière NINARET - NC I , pour une période quinquennale, à compter du 12 novembre 2019, moyennant la somme totale de 480,00 € .

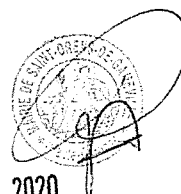
**ARTICLE 2**

Les droits de timbres et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire en sera adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressée.

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire délégué aux  
Affaires Générales**



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14 DEC. 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 05 JAN. 2021

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L 2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - RENOUELEMENT DE CASE DE  
COLUMBARIUM DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE  
NINARET - NC I**

**Ancien numéro de concession : 496  
Numéro de concession : 202034  
Emplacement : 27  
Date Echéance : 14 avril 2033**

Le Maire de la ville de Saint-Orens de Gameville (Haute-Garonne),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 en date du 27 mai 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières ,  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** la demande présentée en date du 17 novembre 2020 par Mme ROUMIGUIÈRES Josseline, Claude, Germaine (née EVIN) demeurant à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 6 place Augustin Labouilhe tendant à obtenir le renouvellement de la concession n° 496 délivrée le 24 avril 2003, à **Madame ROUMIGUIÈRES Josseline, Claude, Germaine (née EVIN)** pour une durée quinzénaire,

**DECIDE S/N° D 2020-061**

**ARTICLE 1**

La concession n° 496, à vocation Individuelle ,délivrée le 24 avril 2003, est renouvelée au nom de Mme ROUMIGUIÈRES Josseline, Claude, Germaine (née EVIN) dans le cimetière NINARET - NC I, pour une période quinzénaire, à compter du 14 avril 2018, moyennant la somme totale de 480,00 € .


**ARTICLE 2**

Les droits de timbres et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 3**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal. Un exemplaire en sera adressé à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire délégué aux  
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 15 DEC. 2020   
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le 05 JAN. 2021

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 202028  
Emplacement : M/32  
Date Echéance : perpétuelle**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 du 27 mai 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. COLNOT Claude, Bernard, Gilbert et Mme KEOMANIVONG Rose-Marie épouse COLNOT**, demeurant à **LABASTIDE-SAINT-GEORGES, 19 impasse Jules Verne**, et tendant à obtenir une concession de terrain,  
**Vu** la décision n° D 2020-052 du 16 novembre 2020,

**DECIDE S/N° D 2020-062**

**ARTICLE 1**

La présente décision abroge la décision n° D 2020-052 du 16 novembre 2020.

**ARTICLE 2**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. et Mme COLNOT Claude et Rose-Marie, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION PERPÉTUELLE à compter du 8 octobre 2020**.

**ARTICLE 3**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **3280,00 €**.

**ARTICLE 4**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

**ARTICLE 5**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 15 décembre 2020

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: **15 DEC. 2020**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le **05 JAN. 2021**





## DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.

26<sup>ème</sup> Alinéa

### DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN DE L'ETAT A L'INVESTISSEMENT LOCAL POUR 2021

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** les articles L. 2334-42 et R.2334-39 du code général des collectivités territoriales portant disposition de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL),

**Vu** la circulaire d'appel à projets 2021 au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), du 19 octobre 2020,

**Vu** la circulaire d'appel à projets 2021 au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local exceptionnelle en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales du 1<sup>er</sup> décembre 2020,

**Vu** la délibération n°28-81-2020 en date du 09 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22-26 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à tout financeur,

**Considérant** les critères d'éligibilité et modalités de constitution des dossiers de demande de financements au titre de ces dotations pour 2021,

**Considérant** que les projets du mandat portés par la commune, dont la rénovation et la mise aux normes du Château et de la halle de Catala et la réhabilitation de la villa et du parc « Massot », entrent dans le champs des axes définis par ces deux dotations,

**Considérant** qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion, de rechercher les subventions permettant de financer le projet.

#### DECIDE S/N° D 2020-63

##### ARTICLE 1

De solliciter, auprès de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2021, et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local exceptionnelle 2021 en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales, l'attribution d'une subvention permettant le financement des travaux de rénovation et la mise aux normes du Château et de la halle de Catala.

Le coût des travaux est de 1 900 000 € HT, selon le plan de financement suivant :

Financement	Montant HT	Taux
Subvention DSIL	1 140 000 €	60%
Autres partenaires publics	380 000 €	20%
<b>Total aides publiques</b>	<b>1 520 000 €</b>	<b>80%</b>
Autofinancement	380 000 €	20%
<b>Total</b>	<b>1 900 000 €</b>	<b>100%</b>

## ARTICLE 2

De solliciter, auprès de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2021, et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local exceptionnelle 2021 en faveur de la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités territoriales, l'attribution d'une subvention permettant le financement des travaux de réhabilitation de la villa et du parc « Massot ».

Le coût des travaux est de € HT, selon le plan de financement suivant :

Financement	Montant HT	Taux
Subvention DSIL	1 029 600 €	60%
Autres partenaires publics	343 200 €	20%
<b>Total aides publiques</b>	<b>1 372 800 €</b>	<b>80%</b>
Autofinancement	343 200 €	20%
<b>Total</b>	<b>1 716 000 €</b>	<b>100%</b>


## ARTICLE 3

La collectivité assurera sur ses fonds propres le reste à charge de chacune des opérations, déduction faite des subventions qui seront attribuées.

## ARTICLE 4

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

  
Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 17/12/2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 22/12/20

En publication, affichage ou notification le : 22/12/20

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

**2ème Alinéa – Fixation des tarifs des cimetières  
communaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2223-15 qui prévoit que les concessions dans les cimetières communaux sont accordées moyennant le versement d'un capital dont le montant est fixé par le Conseil municipal,

**Vu** la délibération du 09 juillet 2020 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2),

**Vu** l'arrêté A2020-473 portant nouveau règlement intérieur des cimetières de la commune de Saint-orens de Gameville,

**Considérant** la nécessité de procéder à l'actualisation des tarifs des cimetières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, conformément aux dispositions du nouveau règlement intérieur,

**DECIDE S/N° D 2020-65**

**ARTICLE 1**

De fixer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les tarifs des cimetières communaux comme suit :

CONCESSIONS	3 m <sup>2</sup> (2 places)	4,5m <sup>2</sup> (4 places)	5m <sup>2</sup> (6 places)
Cinquantenaire	1 770,00 €	2 635,00 €	2 840,00 €
Trentenaire	1 504,00 €	2 237,00 €	2 416,00 €
Quinzenaire	1 305,00 €	1 939,00 €	2 098,00 €
<b>CAVEAUX</b>	<b>1 470,00 €</b>	<b>2 080,00 €</b>	<b>2 610,00 €</b>

COLUMBARIUM	NINARET 1 place	NAZAN 1/5 places
Trentenaire	830,00 €	1 525,00 €
Quinzenaire	480,00 €	950,00 €

**Redevance d'occupation du dépositaire :**  
120 euros de 31 jours à 6 mois

**ARTICLE 2**

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire  
Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le 23 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 23/12/20

Affichage, publication ou notification le : 23/12/20



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.  
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN  
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 202035  
Emplacement : M/39  
Date Echéance : 22 décembre 2070**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,  
**Vu** la délibération n° 07-25-2020 du 27 mai 2020, par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),  
**Vu** l'arrêté n° 2020-194 du 29 mai 2020, par lequel subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE, Adjoint au Maire, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,  
**Vu** la demande présentée par **M. FERNANDEZ Gérard et Mme REUS épouse FERNANDEZ Pilar** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 3 Place Du Coustou**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

**DECIDE S/N° D 2020-066**

**ARTICLE 1**

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. FERNANDEZ Gérard et Mme REUS épouse FERNANDEZ Pilar et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** :  
une **CONCESSION CINQUANTENAIRE** à compter du **22 décembre 2020**

**ARTICLE 2**

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **2635,00 €**.

**ARTICLE 3**

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

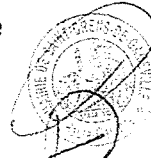
**ARTICLE 4**

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 24 décembre 2020

**Pour le Conseil et par subdélégation,  
Monsieur Jean-Luc DUPRESSOIRE  
Adjoint au Maire**



Fait à Saint-Orens de Gameville le: 24 décembre 2020

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le:

07 JAN. 2021

Et publication, affichage ou notification le:

